

Services financiers

Les marchés de la CE offrent aux institutions financières canadiennes des possibilités variées. Il existe une demande croissante en Europe pour des produits financiers de plus en plus sophistiqués, et ceux que les entreprises canadiennes peuvent offrir sont à la fine pointe du secteur. Les services financiers dans la CE se sont constamment accrus en termes du nombre de personnes employées par ce secteur et en termes de valeur ajoutée à l'économie. Cependant, cette part varie énormément d'un pays à l'autre, de 4 % de la valeur ajoutée du PIB total de la France à 15 % de la valeur ajoutée de celui du Luxembourg. La part particulièrement élevée des services financiers dans les économies du Luxembourg et de la Grande-Bretagne est due au caractère international de leur marché financier. Londres demeure la place financière de l'Europe.

Malgré son expansion rapide en Europe, ce secteur n'est quand même pas aussi développé que celui d'autres pays industrialisés. Par exemple, en 1987, la part de la capitalisation boursière dans la CE n'était que de 21 % en comparaison de 33 % aux É.-U. et de 43 % au Japon.

Structure

C'est le secteur privé qui domine le secteur bancaire de la CE et il y a aussi un mouvement vers la privatisation dans ce domaine au sein de la CE. Le secteur bancaire public a tendance à se spécialiser dans des domaines tels que le financement d'investissements à plus long terme. Actuellement, la main-d'œuvre employée par le secteur bancaire totalise 65 % de la main-d'œuvre de tous les services financiers, mais une concurrence croissante et une concentration de plus en plus grande conduira à des diminutions de l'emploi dans ce secteur.

Le sous-secteur des assurances constitue une part importante du secteur des services financiers. En 1987, le montant des primes brutes perçues par les assureurs a totalisé 339,6 milliards de dollars, ou à peu près 5,5 % du PIB européen. Cette industrie emploie un peu plus de 1,5 million de personnes. C'est entre 1960 et 1980 que ce sous secteur a connu son plus haut taux de croissance. Au cours des années 1980, sa part du marché mondial, qui était de 27 %, est tombée à moins de 23 % devant les progrès des entreprises américaines et japonaises. Nonobstant cette baisse, les taux annuels de croissance au sein de la CE se sont maintenus à un niveau élevé.

Les pays de la CE sont entrain de développer progressivement un marché commun des services financiers. Les mouvements de capitaux, les services bancaires et d'assurances et les marchés des actions et des obligations sont en voie de libéralisation (cf. chapitre 1). Ce processus se traduit par une diversification des activités des banques et des sociétés d'assurance. Par

exemple, les banques vendent des polices d'assurance émises par des sociétés qui leur sont affiliées et certaines sociétés d'assurance vendent des régimes de retraite. Il en résulte que la différence entre les deux types d'institutions n'est plus tout à fait claire. On pense que les banques vont essayer d'utiliser la technologie pour créer des barrières à la concurrence des institutions autres que bancaires.

Une propension aux confédérations élargies prend naissance dans le secteur européen des services financiers. En général, les institutions ont trouvé que les alliances stratégiques sont des instruments plus souples que ne le sont les fusions. Les alliances entre les banques et les sociétés d'assurances sont courantes, en particulier en Allemagne.

Un exemple classique de partenariat européen de banque et de société d'assurance est celui de l'accord de coopération que la Banque Indo-Suez a signé avec View Rotterdam des Pays-Bas et avec Baltica Holdings, une société danoise d'assurance et de finance. L'entente a permis à la Banque Indo-Suez d'ajouter Scandinavia à son réseau qui s'étend à travers toute la CE, alors que Baltica Holdings, de taille moins importante, peut maintenant offrir à ses sociétés clientes danoises l'accès à un réseau pan-européen. Cette entente permettra aussi à Baltica Holdings d'améliorer son accès au marché des capitaux, lui permettant ainsi de prendre de l'expansion en tant que banque mercantile danoise spécialisée. Il fournit aussi à Baltica un nouveau capital et une protection contre toute tentative hostile de prise de contrôle.

Étant donné que les institutions essayent d'augmenter la productivité et de réduire les coûts, elles effectuent d'importants investissements en nouvelles technologies. Le secteur bancaire contrôle le développement de EFTPOS (transfert électronique de fonds au point de vente). Les associations de détaillants s'attendent à détenir 25 % des actions du réseau Eftpos d'ici 1995. Les sociétés de cartes de crédit et des institutions d'épargne et d'hypothèques devraient y participer. Plus de la moitié des clients sont susceptibles d'utiliser le réseau.

Les marchés

Plutôt que de fournir des services bancaires complets, les banques canadiennes dans la CE veulent se spécialiser dans des créneaux de produits de haut calibre et fournir aussi à leurs clients internationaux des services plus particuliers. Le service est fourni par de petites équipes de spécialistes très compétents et mobiles opérant à partir d'une base centrale, généralement Londres.

Les maisons de courtage canadiennes qui s'établiront en Europe trouveront un marché intéressant pour les actions et les obligations canadiennes. Bien publicisées, les